

Budget principal des dépenses

tant. C'est un secteur qui décide de la vitalité d'une nation et de l'économie d'un pays. Lorsque le domaine de la construction fonctionne très bien, on voit beaucoup plus de travailleurs à l'œuvre dans tous les corps de métiers, et je n'ai pas besoin de les énumérer, cela commence au niveau des fondations et va jusqu'à la finition, savoir le toit, la cheminée et le reste. C'est donc pour cette raison que je dis qu'il s'agit là d'un domaine très important et qu'on aurait dû encourager en diminuant les taux d'intérêts, et ainsi le gouvernement aurait pu absorber une partie des intérêts qu'il doit payer pour favoriser davantage l'expansion dans ce domaine, tout comme on l'a fait par exemple dans le domaine des provinces Maritimes et une partie de l'Est du Québec en accordant les crédits fiscaux. C'est justement pour stimuler les industries dans cette région du Canada.

Voici un autre point dont je voudrais traiter: la dette. Cela m'a renversé tout à l'heure. C'est épouvantable de voir un gouvernement responsable, un gouvernement qui a tous les outils pour réaliser des choses valables, et il faut le lire pour le croire, en 1975, ce n'est pas vieux, en 1975, d'après le tableau, la dette nette de notre pays était de 19 milliards 275 millions de dollars. Depuis la Confédération, de 1867 à 1952, on s'est endetté de 11 milliards 185 millions, c'est pendant plus de 100 ans, et de 1952 à 1975 on a augmenté notre dette de 8 milliards. C'est inacceptable, monsieur le président, lorsqu'on considère qu'en 1975 la dette était de 19 milliards et qu'en 1978 elle sera de 38 milliards. Elle a doublé, on n'a pas eu de guerre, on n'a pas eu de fléau, on n'a pas construit une marine marchande, on n'a rien fait de bien en particulier et on a tout de même doublé notre dette nationale.

Or, c'est la critique que je veux faire en même temps qu'une suggestion pratique que le gouvernement adoptera s'il le désire. S'il ne l'adopte pas, on peut faire un examen de ce que pourra être la dette nationale dans quatre ans, voyons la différence, on l'a doublée dans quatre ans. Elle nous coute, monsieur le président, chaque jour durant l'année, 25 millions, on s'endette de 25 millions par jour. Ramenons cela à l'heure et à la minute, et on sera scandalisé encore beaucoup plus, mais je n'ai pas le temps de faire ces calculs, mais il y a des gens qui sont capables, ils ont le temps. Et j'inviterais ceux qui sont en chômage au Canada de le considérer, ils ont le temps de calculer cela et ils vont comprendre pourquoi ils sont en chômage, parce que lorsqu'on en est au point qu'on donne 25 millions par jour sur la dette nationale et qu'on n'est même pas capable de savoir à qui on paie ces intérêts-là, je comprends qu'il y a des détenteurs d'obligations, mais c'est la grosse partie à qui on paie ces intérêts.

Je vois là justement qu'il y aura une augmentation de un milliard 150 millions cette année seulement au chapitre des intérêts, le député de Lévis (M. Guay) ferait une marine marchande avec cela, on réaliserait quelque chose. Alors c'est ça le cancer, quelqu'un parlait du cancer tantôt dans son exposé, il avait raison.

M. Lefebvre: Le cancer, c'est l'opposition!

M. Lambert (Bellechasse): L'honorable député dit que c'est l'opposition qui est un cancer, mais mon Dieu, si c'est l'opposition qui est un cancer, on a un système démocratique cancéreux pas pour rire, parce qu'il est arrivé que le cancer ait changé de côté de temps à autre, il peut arriver que cela change encore, mais cela demeure toujours un cancer, un

cancer nécessaire. L'opposition n'est pas là uniquement pour faire de la critique, mais pour inspirer de la sagesse à ceux qui ont la responsabilité des deniers publics, soit les membres du Cabinet. Il doit être désespérant pour un ministre des Finances qui va être obligé d'aller chercher tout l'argent que le président du Conseil du Trésor (M. Andras) nous a présenté aujourd'hui dans son budget de dépenses. Il va falloir que cela soit un budget de revenus pour payer les dépenses, et dans une saine administration, les dépenses et les revenus devraient s'équilibrer, et tant que cela ne s'équilibre pas, cela veut dire qu'on s'endette, et au niveau des particuliers on s'endette parce qu'on n'est pas capable d'équilibrer son budget, ce n'est pas bon. Ce n'est pas bon pour une municipalité, ce n'est pas bon pour une province, ce n'est pas bon pour un pays. Alors je voudrais dire au ministre des Finances (M. Chrétien) et aux honorables membres du Cabinet qui sont ici: Vous le savez que la solution serait d'amender la loi sur la Banque du Canada. Vous trouvez cela drôle quand on dit cela. Vous vous amusez, mais si votre ancien chef, M. King, était ici en ce moment, il vous dirait: Les petits garçons, vous n'avez pas progressé beaucoup depuis 50 ans. Parce que c'est lui qui avait dit qu'il fallait une banque au Canada, une banque des Canadiens, et que cette banque devrait être l'instrument des Canadiens, l'instrument qui monnaierait le crédit de la nation afin d'établir un système monétaire sain au Canada. C'est lui qui avait dit cela. Alors pour réussir il faudrait l'amender. Soyons des gens à la page, en 1978. La Banque du Canada peut prêter actuellement au gouvernement fédéral certains pourcentages du budget seulement pour six mois. Où va-t-on cela?

Le ministre des Finances se propose d'aller emprunter à l'étranger justement pour protéger notre dollar canadien. Je lisais dans le journal aujourd'hui un article selon lequel le dollar canadien va tantôt tomber à 80c. C'est vrai que cela va en venir là, et c'est justement parce qu'on double notre dette nationale. Lorsqu'on doit plus que ce que l'on possède les créanciers sont plus durs envers les débiteurs. Ce sera bientôt notre lot. Les créanciers commencent à perdre confiance dans la stabilité économique de notre pays et dans notre dollar canadien.

Voilà pourquoi je demande très sincèrement au ministre de faire amender cette loi par le Parlement pour que l'argent dont le gouvernement a besoin puisse lui être prêté par notre banque à nous. On s'endetterait envers nous-mêmes. Des chiffres faits chez nous, pour nous et par nous, cela a autant de valeur que des chiffres empruntés en Italie, en Allemagne ou à New York, parce que l'argent c'est seulement des chiffres. Alors, on a des possibilités, on est en mesure de pouvoir le faire parce qu'on a un Parlement responsable. Devant une telle situation, nous devrions procéder à un changement dans le mode de financement du secteur public de façon à éviter des augmentations de dettes aussi considérables et aussi décourageantes.

● (1552)

[Traduction]

M. l'Orateur: A l'ordre. Je pense que, vu les circonstances, il importe de bien saisir toute l'importance des mesures annoncées aujourd'hui par le président du Conseil du Trésor (M. Andras) dans la présentation des prévisions budgétaires. Elles sont évidemment au cœur de tout le processus de l'examen des prévisions par le Parlement. Ses observations sont importantes et c'est pourquoi les députés de l'opposition ont fait de nom-